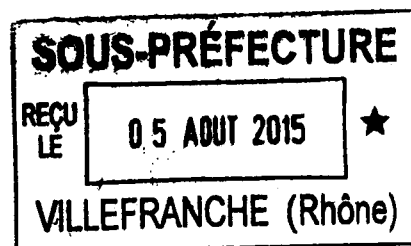


Ambérieux d'Azergues



**Élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la Commune
D' AMBERIEUX D' AZERGUES**

L'an deux mille quinze le 02 juillet, le conseil Municipal de la commune d' AMBERIEUX D' AZERGUES étant réuni au lieu ordinaire de séance, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Alain PERSIN, Maire.

Étaient présents : MM BRENNER Jean-François - DAOUST Séverine - DELAS Patrick - DOBROWOLSKI Fabrice - DUPERRON Jean-Pierre - GIRIN Damien - LEBLANC Jean - LEPAUX Claude - LOTH-GUILLON Dolorès - PATIN Franck - PERSIN Alain - RANCON Nathalie - ROSTAING TAYARD Patrice, formant la majorité des membres en exercice.

Était excusée : Mme CLERC Isabelle
Pouvoir de Madame CLERC à Madame DAOUST Séverine

Monsieur Claude LEPAUX a été nommé pour remplir les fonctions de secrétaire.

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 123.6 et suivants et L 300.2

Le Maire expose les raisons de l'élaboration du PLU :

-que le POS actuel approuvé le 12 juin 1986 et modifié en dernier lieu le 5 décembre 1997, ne répond plus aux exigences actuelles de l'aménagement spatial et durable de la commune ;

-qu'il convient de se conformer aux dispositions du code de l'urbanisme et du code de l'environnement en vigueur, issues notamment de deux lois et de leurs décrets d'application en ce qu'elles réforment l'élaboration des documents d'urbanisme et substituent au POS, le PLU. Il s'agit de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains, dite loi SRU et de la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 relative à l'Urbanisme et à l'Habitat. Ces différents textes ont été complétés et d'autres lois sont venues s'ajouter à celles-ci permettant notamment la mise en place de nouveaux outils. On peut citer notamment la loi portant Engagement National pour le Logement du 13 juillet 2006, la loi portant Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010 dite loi Grenelle II et les décrets d'application du 29 février 2012, la loi de mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social du 18 janvier 2013 dite loi Duflot, la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014 n°2014-366,

- que la loi ALUR exige que les POS soient transformés en PLU au plus tard le 31 décembre 2015. Cette disposition, trouve son fondement dans l'absence d'obligation pour les POS de prendre en compte les exigences légales issues des lois SRU et Grenelle. Si les POS ne sont pas transformés en PLU au 31 décembre 2015, ils deviendront caducs. La

caducité du POS n'entraîne pas une remise en vigueur du document d'urbanisme antérieur, mais c'est le Règlement national d'urbanisme (RNU) qui s'appliquera sur le territoire communal à compter du 1^{er} janvier 2016. Si une procédure du POS est engagée avant le 31 décembre 2015, dans ce cas, elle peut être menée à terme à condition d'être achevée au plus tard trois ans après la publication de la loi ALUR. Les dispositions du POS restent alors en vigueur jusqu'à l'approbation du PLU. De ce fait, il suffit de lancer la procédure de révision du POS avant le 31 décembre 2015 pour que le RNU ne s'applique pas.

Ainsi, les POS vont devenir caducs à compter du 1^{er} janvier 2016 sauf si une procédure de révision est lancée. Dans ce cas, les communes auront jusqu'au 24 mars 2017 pour terminer la transformation de leur POS en PLU.

-que, en plus de ce contexte réglementaire, la commune souhaite également définir à travers son PLU une politique de développement urbain maîtrisée à l'échelle de son territoire **prenant en compte les objectifs de développement durable suivants :**

- Permettre le développement urbain pour répondre aux besoins de la population
- Concourir au développement d'une offre de logements permettant un parcours de l'habitat plus diversifié, notamment en favorisant le logement locatif
- Favoriser l'intégration des jeunes ménages
- Prendre en compte les nouvelles mobilités, favoriser les modes de déplacement doux et l'accessibilité
- Confirmer la conservation du caractère végétal de certains secteurs
- Contribuer à la protection de l'environnement et faire de la notion de développement durable le fil conducteur du futur document

Il conclut qu'il y a donc lieu de mettre en révision le POS pour élaborer un Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal et de fixer les modalités de la concertation avec la population pendant la procédure de révision du POS valant élaboration du PLU.

- **Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;**
- **Vu le Code de l'Urbanisme et en particulier ses articles L.121-1, L. 123-1 et suivants, R.123-1 et suivants et enfin l'article L.300-2 ;**
- **Vu la délibération du Conseil Municipal en date du le 12 juin 1986 ayant approuvé le POS et la délibération du 5 décembre 1997 approuvant la dernière modification du POS ;**
- **Après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal décide :**

1 - de prescrire la révision du POS pour élaborer un PLU,

2 - que l'élaboration porte sur l'intégralité du territoire de la commune conformément à l'article L 123.1 du code de l'urbanisme,

3 - de préciser les objectifs poursuivis par la Commune dans le cadre de cette révision :

- Etendre la zone constructible existante pour répondre aux besoins de la population et pallier le gel des terrains constructibles dans le cadre du Plan de Prévention des Risques Naturels Inondation (P.P.R.N.I.) Saône et Azergues (55% du bâti actuel est en zone inondable)
- Concourir au développement d'une offre de logements permettant un parcours de l'habitat plus diversifié, notamment en favorisant le logement locatif et favoriser l'intégration des jeunes ménages
- Prendre en compte les nouvelles mobilités, favoriser les modes de déplacement doux et l'accessibilité
- Confirmer la conservation du caractère végétal de certains secteurs
- Contribuer à la protection de l'environnement et faire de la notion de développement durable le fil conducteur du futur document
- Répondre aux exigences législatives et réglementaires
- Permettre la cohérence et la compatibilité avec le SCOT Beaujolais

4 -que, en vertu de l'article L.300-2, une concertation publique sera mise en place avec les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées selon les modalités suivantes et ce, pendant toute la période d'élaboration du projet de PLU, c'est-à-dire jusqu'à l'arrêt de projet de PLU par le Conseil Municipal, et de fixer les modalités suivantes pour la concertation :

- *mise à disposition des documents d'étude et d'élaboration du dossier d'arrêt du projet du Plan Local d'Urbanisme,*
- *réunions et débats publics et/ou exposition et/ou publication dans le bulletin municipal ou dans une plaquette spécifique, où seront présentés le diagnostic avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et l'arrêt de projet de PLU avant que le Conseil Municipal n'ait débattu sur ces derniers*
- de recueillir en mairie l'avis de toute personne intéressée par le biais d'un registre mis à disposition tout au long de la procédure à la disposition du public, aux jours et heures habituels d'ouverture
- *de publier dans un journal local l'intention de la commune de réviser son POS valant élaboration d'un PLU*

5 - de demander, conformément à l'article L.121-7 du Code de l'Urbanisme, que les services de la Direction Départementale des Territoires soient mis gratuitement à la disposition de la commune

6 - de donner délégation au Maire pour lancer et signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant l'élaboration du PLU et la vectorisation du cadastre.

7 - de solliciter de l'État qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les dépenses nécessaires à l'élaboration du PLU conformément à l'article L.121-7 du Code de l'Urbanisme, ainsi que l'aide financière du Conseil Départemental,

8 - dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, sont inscrits au budget de l'exercice considéré et le seront aux exercices suivants.

Conformément à l'article L.123-6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au Préfet,
- aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental du Rhône,
- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
- au Président de l'établissement public de coopération intercommunale chargé du Schéma de Cohérence Territoriale en application de l'article L. 122-4,
- au Président de la Communauté de Communes Beaujolais Pierres Dorées
- à l'autorité organisatrice des Transports

La présente délibération sera également notifiée pour information :

- aux Présidents des EPCI voisins compétents
- aux Maires des communes voisines

Conformément à l'article R.123.25 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet :

- d'un affichage en Mairie**
- d'une publication dans un journal diffusé dans le département**
- d'une publication au recueil des actes administratifs**

Elle sera exécutoire après accomplissement des mesures de publicité et transmission à Monsieur le Préfet du Rhône

A Ambérieux d'Azergues, le 13 juillet 2015
Ainsi fait et délibéré les jours, mois, an que dessus
Extrait certifié conforme

Le Maire,
Alain PERSIN

